

LFI MI MODÈLE MI MIROIR.

LFI EST-ELLE DE GAUCHE, D'EXTRÊME GAUCHE,
D'ULTRA GAUCHE, AUTRE ?

AVRIL 2026
ÉTUDE N°2



Domaine de recherche



AVANT-PROPOS

La France Insoumise récuse systématiquement l'étiquette d'extrême gauche. Dans sa communication officielle, le mouvement se présente comme un rassemblement citoyen, populaire et post-idéologique, porteur d'une « révolution par les urnes » destinée à un « peuple » indéfini plutôt qu'à une classe ou à une avant-garde révolutionnaire. Cette posture lui a permis de séduire un électorat bien au-delà des cercles radicaux traditionnels.

En menant cette recherche, on se rend compte que la question est plus subtile que : LFI est-elle d'extrême gauche ? Elle s'interroge plutôt sur la compréhension de tous ces éléments observables qui, pris ensemble, pourraient conduire certains observateurs à établir une parenté avec les traditions

historiques de l'extrême gauche française : ses racines organisationnelles, certaines orientations idéologiques, les pratiques de ses élus et les profils de ceux qui les composent.

Il importe de souligner d'emblée que cette proximité éventuelle ne constituerait pas, en elle-même, un jugement de valeur. L'extrême gauche est une tradition politique qui est à tous les instants de l'histoire sociale française. L'enjeu ici est analytique : comprendre ce que LFI est, indépendamment de ce qu'elle revendique être.

Les éléments présentés dans les pages qui suivent sont tous issus de sources documentées et publiques. Ils sont soumis à l'appréciation du lecteur.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Cette recherche s'inscrit dans la mission que s'est donnée le Laboratoire, l'analyse de sources documentées et publiées : archives parlementaires, déclarations publiques, biographies officielles et travaux universitaires afin d'avoir des faits partagés permettant au débat de s'engager sur autre chose que des « on sait bien que » et des postures. Nos recherches ne prétendent pas à l'exhaustivité, ni à un quelconque jugement moral.

Si nous permettons que le débat s'engage sur des faits partagés, notre mission est remplie.

Le choix des quatre critères retenus s'explique ainsi :

- **La généalogie** permet de replacer le mouvement dans une histoire longue, celle des courants qui ont traversé la gauche radicale française depuis les années 1930. Comprendre d'où vient un mouvement aide à interpréter certaines de ses caractéristiques actuelles, sans pour autant supposer une continuité mécanique.
- **L'idéologie** confronte les positionnements officiels aux prises de position observées, pour identifier d'éventuelles tensions ou évolutions.
- **Les pratiques** examinent les comportements parlementaires documentés, en les mettant en perspective avec les cultures militantes d'origine des élus.
- **Les profils** s'intéressent aux trajectoires individuelles des élus, qui constituent un indicateur de la base sociale et culturelle du mouvement.

PLAN DE L'ÉTUDE

01 **GÉNÉALOGIE**

L'ADN du mouvement et ses inspirations

02 **IDÉOLOGIE**

Trois ruptures avec la gauche classique

03 **PRATIQUES**

Le recours à l'agit-prop militante dans les hémicycles

04 **PROFILS**

Une assemblée de militants au-delà des élus « classiques »



01

GÉNÉALOGIE

L'ADN du mouvement et ses inspirations



DE L'ENTRISME AU MOUVEMENTISME : LES DAMNÉS DE LA TERRE DANS LES INSTITUTIONS.

L'intuition et la pratique, la combinaison très efficace.

1/ L'intuition fondatrice :

Mélenchon a une intuition politique cruciale. Constatant que les forces traditionnelles, ancrées dans la logique des partis, sont sans perspectives, il cherche une forme permettant au mouvement social d'intégrer la politique constitutionnelle et de provoquer un appel d'air décisif. L'idée est d'agrèger les 400 000 personnes qui ont témoigné d'un engagement et qui, si elles s'intègrent au mouvement institutionnel, peuvent prendre le pouvoir en France. Mais pour cela, il faut préserver leur spontanéité et leurs pratiques.

D'où le mouvement.

2/Le POI et LFI : une alliance stratégique

Le Parti ouvrier indépendant (POI, héritier de l'Organisation Communiste Internationaliste après plusieurs scissions) soutient immédiatement Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2017. Des militants POI participent aux actions LFI naissantes, prêtant locaux, logistique et le siège historique lambertiste. Après la perte de son financement public (2018), le POI intègre les instances de LFI. Ses cadres animent les cercles de formation et les deux organisations se soutiennent réciproquement aux législatives.

DE L'ENTRISME AU MOUVEMENTISME : LES DAMNÉS DE LA TERRE DANS LES INSTITUTIONS.

3/ La bascule décisive, la fin des préventions face au « gauchisme », et l'intégration institutionnelle des *damnés de la terre*.

Depuis les législatives de 2017 et 2022, et les européennes de 2024, LFI intègre le mouvement social aux institutions. Les investitures vont directement à des militants sans "sas" de décontamination (UNEF, SOS Racisme, Jeunesses Européennes, etc.) : associatifs, antinucléaires, écologistes radicaux, Attac, antifascistes, décoloniaux, droit au logement, violences faites aux femmes, économie solidaire, cantines populaires, droit d'asile, alphabétisation... passent "du vendredi au lundi" à l'Assemblée.

Ils importent leurs pratiques, habitudes, rapport au social et rapport à l'autorité.

Apogée pour le POI : LFI élit Jérôme Legavre, son premier député en 2022. Le POI influence les affaires internes et fournira des militants pour les purges contre les dissidents. Informations ouvrières (hebdo POI) devient pro-LFI (5 000 ex./sem.).

Il y a bien une distinction à faire c'est le mouvement social pas l'extrême gauche qui entre à l'assemblée. Le POI c'est un compagnonnage spécifique qui dépasse l'idéologie.

L'ENTRISME TROTSKYSTE : LA MYTHE FONDATEUR

Qu'est-ce que l'entrisme ?

L'entrisme est une stratégie politique théorisée par Léon Trotsky dans les années 1930. Elle consiste, pour des militants d'un courant radical, à adhérer à un parti plus large, généralement réformiste ou social-démocrate, non pour se fondre dans sa ligne, mais pour y diffuser leurs idées depuis l'intérieur et, à terme, en infléchir l'orientation.

Cette tactique a été pratiquée de manière documentée surtout par l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste), fondée par Pierre Bousset, dit Pierre Lambert. L'OCI est connue pour avoir placé des cadres au sein du Parti socialiste dans les années 1970.

Il convient de noter que cette pratique, relève d'une tradition politique ancienne. Son évocation ici est analytique : il s'agit de comprendre une culture organisationnelle, l'OCI est différente de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) par exemple qui a constamment agi de manière ouverte en étant présente dans le mouvement syndical et associatif en tant que telle. Une exception mineure existe : en 1980, des militants LCR animaient une revue d'oppositionalistes communistes (Luttes et débats) en pratiquant un entrisme dans le PCF, mais cela restera marginal et non représentatif de la ligne globale.

THÉORIE

- Trotsky (années 1930)
- Infiltrer les partis de masse
- Diffuser des idées révolutionnaires de l'intérieur
- Transformer les partis réformistes

FIGURES HISTORIQUES

- Marceau Pivert — SFIO (1930s)
- Michel Raptis/Pablo — PCF (1952)
- Pierre Bousset/Lambert — OCI (1970s)
- Lionel Jospin — recruté à l'ENA par l'OCI

MÉLENCHON & L'OCI

- Membre de l'OCI (1972–1976)
- Pseudonyme « Santerre »
- Entrée au PS en 1976
- 33 ans d'entrisme/ de compagnonnage lambertiste ?

DE L'ENTRISME AU MOUVEMENTISME : LE TROTSKYSME COMME ADN FONDATEUR

Cette chronologie retrace un parcours qui illustre soit un compagnonnage amical commun a minima, soit une continuité stratégique entre la culture trotskyste et la trajectoire de Jean-Luc Mélenchon.

L'appartenance à l'OCI dans les années 1970 a été confirmée publiquement par J-L Mélenchon dans un billet sur son blog daté du 28 novembre 2005, où il écrit : « J'ai été trotskyste pendant trois ans et socialiste pendant vingt-sept ans ». Ensuite, pour lui comme pour d'autres, une trajectoire au sein du PS, y compris à des postes de responsabilité comme celui de ministre délégué sous Lionel Jospin (2000-2002), ne sera pas en elle-même incompatible.

Durant sa période socialiste, sa pratique interne sera pour

le moins très proche des usages cultivés auparavant, il se révélera très à l'aise dans la création de tendances, comme celle de la Gauche Socialiste créée avec Julien Dray, et Gérard Filoche, soit une direction 100 % « ancien trotskyste », finissant par une dissolution épousant le schisme LCR-OCI.

En 2008, il quitte le PS qualifiant le parti de « définitivement libéral ».

Dans une dernière fidélité à une culture, il n'aura de mots positifs pour cette famille qu'à travers des hommages rendus à deux hommes, François Mitterrand, Lionel Jospin, jamais aux idées ou à la structure. Lionel Jospin ... dont le frère ... fut le formateur de Mélenchon à l'OCI.

DE L'ENTRISME AU MOUVEMENTISME : LE TROTSKYSME COMME ADN FONDATEUR

1930s

Trotsky théorise l'entrisme

Infiltrer les partis réformistes de masse
pour les radicaliser de l'intérieur

1952

Michel Raptis/ Pablo — entrisme au PCF

Militants clandestins dans les organisations
du PCF pour diffuser les idées critiques

1970s

Pierre Bousset/ Lambert (OCI)

Infiltration du PS — Lionel Jospin, recruté à
l'ENA par l'OCI, entre au PS en 1971

1972-76

Mélenchon membre de l'OCI

Sous pseudonyme « Santerre ». Entre au PS en 1976
pour pratiquer l'entrisme lambertiste

**1976-
2008**

33 ans d'entrisme socialiste

1^{er} secrétaire de la fédération de l'Essonne, maire adjoint de
Massy, conseiller général, président délégué du conseil général,
sénateur, ministre sous Jospin. Rupture en 2008 face à la «
dérive libérale»

DE L'ENTRISME AU MOUVEMENTISME : LA RUPTURE ORGANISATIONNELLE ?

1976	—	Entrée au PS — entrisme lambertiste pendant 33 ans
2008	—	Rupture avec le PS — création du Parti de Gauche
2016	—	Fondation de LFI — fin de l'entrisme, début du mouvementisme
2017	—	Le POI (héritier de l'OCI) soutient immédiatement LFI dès la présidentielle
2018	—	Le POI intègre les instances de LFI après perte du financement public
2022	—	Jérôme Legavre (POI) élu premier député POI de l'histoire via LFI

Du Parti Au Mouvement.

Après avoir quitté le PS en novembre 2008 à la suite du congrès de Reims (victoire de Ségolène Royal) avec une conviction claire : ce parti serait toujours social libéral, Mélenchon fonde le Parti de Gauche (PG) le 30 novembre 2008, inspiré de Die Linke allemande (ex-Oskar Lafontaine), pour incarner une gauche anticapitaliste radicale à la gauche du PS.

En 2009, marqué par le parcours de François Mitterrand, il noue une alliance avec le PCF et la Gauche unitaire pour le Front de Gauche (FG), qui atteint 6% aux européennes et 11% à la présidentielle de 2012.

Les législatives sont décevantes, en raison de la poussée du PS, qui passe de 212 à 331 députés, dans le sillage de l'élection de François Hollande. Le Front de gauche obtient 6,9 % des voix et 10 députés (dont 7 communistes), contre 19 dans la législature précédente.

Des tensions surgissent sur l'Europe, l'écologie et la stratégie électorale, culminant en 2015-2016 avec le refus du PCF de soutenir Mélenchon à la primaire et des départs vers le NPA.

Convaincu que les partis classiques ne perceront pas le plafond de verre (jamais >13%), il dissout le FG en 2016 pour créer La France insoumise (LFI), pariant sur les mouvements sociaux : Nuit debout, grèves, Gilets jaunes, mobilisations (ex. 150 000 à Paris en 2017 contre le travail), avec un réseau évalué à 400 000 personnes en 2023.

DE L'ENTRISME AU MOUVEMENTISME : UN NOUVEAU PERSONNEL POLITIQUE SIGNIFIANT D'UNE NOUVELLE LOGIQUE IDÉOLOGIQUE.

1976	—	Entrée au PS — entrisme lambertiste pendant 33 ans
2008	—	Rupture avec le PS — création du Parti de Gauche
2016	—	Fondation de LFI — fin de l'entrisme, début du mouvementisme
2017	—	Le POI (héritier de l'OCI) soutient immédiatement LFI dès la présidentielle
2018	—	Le POI intègre les instances de LFI après perte du financement public
2022	—	Jérôme Legavre (POI) élu premier député POI de l'histoire via LFI

LFI n'est plus un parti, mais une plateforme destinée à intégrer le mouvement social aux institutions.

C'est le « mouvementisme » une stratégie de construction politique qui privilégie la forme du mouvement ouvert sur celle du parti traditionnel. Plutôt qu'un appareil hiérarchique avec des adhérents formels, des statuts et des congrès, un mouvement « mouvementiste » s'organise autour d'une plateforme numérique, de cercles locaux autonomes et d'une personnalité fédératrice.

LFI, est souvent citée en exemple, aux côtés de Podemos en Espagne ou Syriza en Grèce.

Cette chronologie montre en signal faible, une *continuité* : en abandonnant l'entrisme pour le Parti, puis le parti pour le mouvementisme, LFI montre certains signes du maintien d'une alliance structurelle avec le POI, héritier direct de l'OCI, après 2017. Que l'on y voit simplement une convergence électorale pragmatique entre deux formations de gauche ou autre chose, ce qui est important, c'est le cheminement continu d'une culture, qui aide à éclairer les pratiques qui s'annoncent.

La création d'un « Parlement populaire » au siège du POI est un fait documenté. Son interprétation comme reliquat d'une culture parallèle aux institutions, ou comme initiative militante n'efface pas le compagnonnage accélérateur d'intégration structurelle.

IDÉOLOGIE

Trois ruptures avec la gauche classique



UNE IDÉOLOGIE GÉNÉTIQUEMENT CONFLICTUELLE, CAR DÉBORDANT TANT LA RÉPUBLIQUE QUE L'EXTRÊME GAUCHE SUR LEURS FONDAMENTAUX.

Le mouvement adopte une stratégie centrée sur la racialisation de la politique intérieure, l'assomption de la créolisation comme horizon souhaitable, et une réappropriation audacieuse du concept de « grand remplacement ».

1/ La gauche républicaine c'est l'universalisme comme fondation.

2/ La tradition républicaine, forgée lors de l'affaire Dreyfus, repose sur un universalisme intransigeant, refusant les statistiques ethniques au nom de l'indivisibilité du peuple ; la primauté allant au statut de citoyen, non à l'ascendance ; la laïcité protégeant la liberté de conscience contre toute emprise communautaire.

3/ L'extrême gauche française hérite de Frantz Fanon et des *Damnés de la terre* (1961) : les « damnés » sont les colonisés, Algériens contre la France, Vietnamiens contre les États-Unis. On les soutient depuis la métropole, mais sans importer les catégories raciales sur le sol français ni racialiser la politique intérieure.

LFI opère une rupture triple avec ces traditions. **A/** Contre l'universalisme républicain, elle abandonne la catégorie du « citoyen » pour celle du « racisé », introduisant une grille fondée sur l'origine supposée et le « racisme systémique ». **B/** Contre l'internationalisme tiers-mondiste, elle transpose la logique colonisateur/colonisé en France métropolitaine : les racisés français deviennent les « nouveaux damnés de la terre ». **C/** Contre la primauté marxiste de la classe, le clivage capital/travail cède la place à blanc/racisé, ancré dans l'identité présumée plutôt que dans la position économique.

LFI essentialise le racisé comme central, érige le racisme systémique en ennemi, rejette l'universalisme, dénonce l'islamophobie d'État, relègue l'antisémitisme au rang résiduel, considère les Juifs comme des « blancs avec privilèges », promeut la créolisation de la France, cible électoralement les racisés et manifeste une hostilité envers la République qualifiée de coloniale.

LFI est plus radicale que NPA ou LO sur l'identité et l'antiracisme intersectionnel, reconnue par des mouvances comme le PIR, et capte un électorat « racialisé » que l'extrême gauche classique ne mobilisait pas par son universalisme prolétarien.

Voici pourquoi c'est obligatoirement conflictuel, que l'on soit d'accord (il faut alors proposer une alternative à la pensée dominante) ou en désaccord (il faut défendre le modèle républicain hérité de 1789/1793).

UNE NOUVELLE TRADITION POLITIQUE ?

DES MARQUEURS ANALYTIQUES QUI DEBORDENT L'EXTRÊME GAUCHE PAR LEURS RADICALITÉS

	Gauche républicaine	Ext. gauche tiers-mondiste	LFI (2017-)
Référence	Jaurès, Blum, Dreyfus	Fanon, trotskystes, maoïstes	Mélenchon ; courants décoloniaux
Sujet central	Citoyen universel	Prolétaire international	Le « racisé »
Ennemi	Privilèges de classe	Impérialisme colonial (Algérie, Vietnam, ...)	Racisme systémique
Universalisme	Intransigeant	Internationaliste	Remis en question
Laïcité	Fondement	Indifférence tactique	En tension
Antisémitisme	Priorité depuis 1898 (affaire Dreyfus)	Condamné fermement	Priorité relativisée
Immigration	Intégration républicaine	Solidarité avec migrants	Créolisation institutionnalisée

LE PROJET DE « NOUVELLE FRANCE » : LA CRÉOLISATION

DÉCLARATIONS

Sept. 2023

« *La créolisation est l'avenir de l'humanité.* »
Interview au *Parisien*, 28 septembre 2023

Oct. 2024

« *La nouvelle France reste un sujet de déni tant qu'elle ne sera pas devenue un fait politique institutionnel.* »
Tribune, *Le Nouvel Obs*, 3 octobre 2024

Juin 2025

Proposition de rebaptiser la langue française en « langue créole ».
Colloque sur la francophonie, Assemblée nationale, 23 juin 2025

Janv. 2026

« *La Nouvelle France, celle du grand remplacement, celle de la génération qui remplace l'autre...* »
Meeting LFI, Toulouse, 22 janvier 2026

ANALYSE

01 Évolution du cadre conceptuel

La catégorie de « racisé » tend à prendre de l'espace là où la tradition républicaine place le « citoyen ». Cette évolution lexicale est relevée par plusieurs analystes comme un marqueur possible de rupture avec l'universalisme classique. Source : G. Noiriel & S. Beaud, *Race et sciences sociales* (Agone, 2021). Les deux chercheurs, engagés à gauche, documentent comment l'introduction des catégories raciales dans le débat public constitue, selon eux, une rupture avec l'universalisme de la gauche classique.

02 Une hiérarchisation des discriminations contestée

La hiérarchisation des discriminations est un sujet de débat interne à la gauche française. Certains observateurs notent que la lutte contre l'antisémitisme a perdu de sa centralité dans le discours de LFI, ce que d'autres contestent. Source : IFOP pour la Fondapol, *Radiographie de l'antisémitisme en France*, 2024. Parmi les sympathisants LFI, 42 % estiment que « la commémoration de la Shoah empêche la commémoration d'autres drames de l'Histoire » (vs 32 % des Français), et 27 % seulement placent les Juifs en première minorité victime de racisme (vs 52 % des Français). Ces écarts sont mesurés sur l'ensemble des sympathisants, indépendamment de tout jugement sur leur signification.

03 Une inversion sémantique remarquée

En reprenant positivement un terme forgé par Renaud Camus, le Grand Remplacement, Mélenchon opère une inversion sémantique dont la portée symbolique est relevée par de nombreux observateurs, au-delà des seuls cercles critiques.

L'ÉVOLUTION DE MÉLENCHON : DE LA LAÏCITÉ À L'INDIGÉNISME

2010	— « <i>Ne se trouverait-il qu'une femme voilée, ce serait encore une de trop.</i> » <i>On n'est pas couché</i> , France 2, 24 avril 2010	Position laïque
2015	— « <i>Je conteste le terme d'islamophobie. On a le droit de ne pas aimer l'Islam.</i> » tweet @JLMelenchon, 21 novembre 2015	Position critique
2019	— <i>Manifestation contre « l'islamophobie » avec le Collectif contre l'islamophobie en France</i> Participation de Mélenchon à la <i>Marche contre l'islamophobie</i> , Paris, 10 novembre 2019	Évolution notable
2023	— « <i>La créolisation est l'avenir de l'humanité.</i> » Interview au <i>Parisien</i> , 28 septembre 2023	Cadre identitaire assumé
2026	— <i>Assume le terme « grand remplacement » comme horizon positif.</i> Meeting LFI, Toulouse, 22 janvier 2026	Appropriation discursive

03

PROFILS & PRATIQUES



PRATIQUES & PROFILS, NB.

Pour des raisons de lisibilité analytique, nous allons dissocier les unes des autres, mais les pratiques sont évidemment liées à l'éducation militante, et aux procédés employés par ceux qui les mettent en œuvre, rendant pratiques et profils indissociables dans l'analyse.

L'espace-temps est également un élément décisif dans la compréhension du sujet.

Comme nous l'avons relevé, ceux et celles dont nous parlons plus haut, militants associatifs, antinucléaires, écologistes radicaux, membres d'Attac, antifascistes, décoloniaux, militants du droit au logement, les violences faites aux femmes, acteurs de l'économie solidaire, des cantines populaires, du droit d'asile, de l'alphabétisation etc. passent « du vendredi au lundi » à l'Assemblée nationale.

Ils viennent avec leurs pratiques, leurs habitudes, leur rapport au social, leur rapport à l'autorité.

Ils n'ont pas les codes policés des congrès, sections locales, fédérales, régionales, motions discutées, synthèses recherchées, culte des figures tutélaires.

Ce ne sont pas des pratiques mises en œuvre par n'importe qui.

Ce ne sont pas des profils ayant des pratiques et des valeurs empruntées à d'autres.

PROFILS

Une assemblée de *damnés de la terre*, du militantisme associatif, de la proximité et des luttes sociales, pas une assemblée d'élus d'extraction classique

DEUX MODÈLES DE RECRUTEMENT MILITANT : ÉLÉMENTS DE COMPARAISON

PCF 1945–1980

- Ciblait les ouvriers d'usine (Renault, PSA, mines) sur critère de classe objective
- Universalisme : la solidarité transcendait les origines ethniques
- Long parcours militant avant toute investiture électorale
- Formation idéologique obligatoire via les cellules du Parti
- Rupture nette entre organisation de masse et institution parlementaire

LFI 2017–2026

- Adresse prioritairement les quartiers populaires, avec un discours faisant place à la notion de « racisé »
- Introduction d'une grille de lecture identitaire qui, selon certains analystes, s'éloigne de l'universalisme républicain classique
- Investiture directe plus fréquente sans parcours partisan préalable formalisé
- Militants investis avec leurs propres pratiques et leur rapport à l'autorité
- Une porosité plus grande entre culture militante et pratique institutionnelle

DEUX MODÈLES DE RECRUTEMENT MILITANT : ÉLÉMENTS DE COMPARAISON

Cette pratique est revendiquée par LFI comme un gage de renouvellement dans une Assemblée sclérosée.

D'autres observateurs y voient la mise en œuvre du constat de faillite de son ancien modèle et de la nécessité de faire entrer le mouvement social à l'assemblée afin de gagner le combat des urnes.

On notera le concept de « Révolution par les urnes » qui en est une parfaite synthèse et offre un socle idéologique acceptable à ces néodéputés.

LES DÉPUTÉS LFI FRANÇAIS : EXEMPLES DE TRAJECTOIRES MILITANTES ATYPIQUE (MAIS PEUT-ÊTRE TYPIQUE D'UNE GÉNÉRATION ?).

DÉPUTÉS LFI

Aurélie Trouvé

Co présidente d'ATTAC.

Mathilde Panot

ATD Quart Monde.

Raphael Arnault

Jeune Garde

Ségolène Amiot

Vice-présidente du centre LGBT de Nantes

Thomas Portes

Secrétaire du syndicat UFCM-CGT

ANALYSE

C'est un bouleversement absolu du personnel politique qui va advenir. LFI investit des figures forgées au feu des luttes de proximité et du terrain, où le courage physique est souvent convoqué, affrontements avec la police, blocages, manifestations ; et fabrique un rapport au pouvoir.

Aucune autorité verticale ne peut leur être imposée, seule une horizontalité héritée de ces mouvements populaires est envisageable.

La désobéissance civique est vécue comme le prolongement naturel de 1789, de la Résistance, des Canuts lyonnais ou de la Commune. Toute révolte se vaut : des Gilets jaunes à Nuit Debout, aux banlieues en ébullition, elle exprime la colère vertueuse du peuple contre l'oppression.

Un leadership émerge du collectif, non du décret. La politique redevient corps-à-corps; la colère n'est pas vice, mais moteur émancipateur. LFI n'imité pas les partis mortifères ; elle vibre du peuple en rage, prêt à tout renverser pour un monde juste.

QUELQUES EXEMPLES.



Nadège Abomangoli

- *Ancienne fonction* : communication interne, Mairie de Paris
- *Engagement* : SOS Racisme



Laurent Alexandre

- *Ancienne fonction* : ouvrier industriel
- *Engagement* : CGT



Aymeric Caron

- *Ancienne fonction* : professeur
- *Engagement* : antispéciste – Fédération des luttes contre l'abolition des corridas



Ségolène Amiot

- *Ancienne fonction* : Employée administrative d'entreprise
- *Engagement* : Vice-présidente du centre LGBT de Nantes



Farida Amrani

- *Ancienne fonction* : cadre de la fonction publique
- *Engagement* : CGT



Rodrigo Arenas

- *Ancienne fonction* : cadre de la fonction publique
- *Engagement* : Fédération des conseils de parents d'élèves



Raphaël Arnault

- *Ancienne fonction* : assistant d'éducation
- *Engagement* : Jeune Garde antifasciste / Attac



Anaïs Belouassa-Cherifi

- *Ancienne fonction* : cadre administratif et commercial d'entreprise
- *Engagement* : Union nationale des étudiants de France



Ugo Bernacilis

- *Ancienne fonction* : fonctionnaire de catégorie A
- *Engagement* : CGT-CROUS



Christophe Bex

- *Ancienne fonction* : retraité
- *Engagement* : Délégué syndical FSU & SUD Education





Carlos Martens Bilongo

- *Ancienne fonction* : professeur & coach sportif
- *Engagement* : Triangle de Gonesse



Sarah Legrain

- *Ancienne fonction* : Professeure agrégée de Lettres Modernes
- *Engagement* : Association Autremonde



Sébastien Delogu

- *Ancienne fonction* : Sans profession
- *Engagement* : CNL / Porte-parole de la grève des taxis marseillais contre Uber



Pierre-Yves Cadalen

- *Ancienne fonction* : Professeur
- *Engagement* : Union nationale des étudiantes de France



Aly Diouara

- *Ancienne fonction* : cadre de la fonction publique
- *Engagement* : association ASAD, amicale des locataires, ONG Go Gambia



Sylvain Carrière

- *Ancienne fonction* : Employé de commerce
- *Engagement* : lutte contre le contrat première embauche



Gabrielle Cathala

- *Ancienne fonction* : Secrétaire générale de groupe parlementaire
- *Engagement* : ACTED



Claire Lejeune

- *Ancienne fonction* : Doctorante FNSP
- *Engagement* : associations d'aide aux exilés



Sylvie Ferrer

- *Ancienne fonction* : agent de maintenance en aéronautique
- *Engagement* : Attac



Hadrien Clouet

- *Ancienne fonction* : sociologue
- *Engagement* : UNEF & CGT





Clémence Guetté

- *Ancienne fonction : Secrétaire générale du groupe parlementaire de la LFI*
- *Engagement : Bref passage à l'Unef/ Mouvement pour la sixième république*



Jean-Philippe Nilor

- *Ancienne fonction : collaborateur parlementaire*
- *Engagement : porte-parole du Mouvement indépendantiste martiniquais*



Danièle Obono

- *Ancienne fonction : bibliothécaire*
- *Engagement : courant Convergences & alternative*
- *Socialisme par en bas.*



Mathilde Hignet

- *Ancienne fonction : Ouvrière agricole*
- *Engagement : Association « Mouvement rural de jeunesse chrétienne »*



Andy Kerbrat

- *Ancienne fonction : chargé d'assistance technique automobile*
- *Engagement : CGT / militant LGBT*



Mathilde Panot

- *Ancienne fonction : coordinatrice de projets associatifs*
- *Engagement : ATD Quart monde / Voisin Malin*



Aurélie Trouvé

- *Ancienne fonction : cadre de la fonction publique*
- *Engagement : co-présidente d'Attac*



Maxime Laisney

- *Ancienne fonction : Professeur des écoles*
- *Engagement : Coopérative citoyenne association d'éducation populaire*



Thomas Portes

- *Ancienne fonction : cheminot*
- *Engagement : secrétaire du syndicat UFCM-CGT*



Aurélien Le Coq

- *Ancienne fonction : Salarié La France Insoumise*
- *Engagement : Solidaires étudiante-s*



LES EURODÉPUTÉS LFI : DES TRAJECTOIRES MILITANTES SANS SAS PARTISAN

EURODÉPUTÉS LFI

Manon Aubry

Oxfam — justice fiscale, RDC, Liberia

Leïla Chaïbi

NPA (2009–2011) → Génération précaire → Nuit debout → Parti de Gauche

Marina Mesure

CGT Construction — mobilisée contre le CPE dès le lycée (2006)

Rima Hassan

Juriste — Observatoire des camps de réfugiés, Action Palestine France

Younous Omarjee

Militant lycéen anti-loi Devaquet (1986), assistant de Paul Vergès (PC réunionnais)

ANALYSE

Là également, contrairement au modèle classique où les candidats traversent un parcours européen avant d'accéder aux responsabilités électives, LFI a développé une pratique d'investiture directe : des personnalités issues du monde associatif, syndical ou militant accèdent aux mandats sans parcours préalable formalisé.

PRATIQUES

Un relent de spontanéisme et l'agit-prop militante dans les hémicycles



UNE TRANSPOSITION DE MÉTHODES ISSUES D'UNE CULTURE ANTÉRIEURE, OÙ COMMUNICATION POLITIQUE ET AGIT-PROP SE CONFONDENT.

Les comportements des parlementaires résultent d'une transposition directe des méthodes militantes issues de leur culture, où l'agit-prop fusionne propagande et action.

Ils accumulent sanctions pour perturbations, frais illicites, tenue vestimentaire ou interruptions. Ils importent la "street politics" : occupation symbolique de l'espace, incidents médiatiques, confrontation permanente comme stratégie assumée.

L'agit-prop fait de l'acte même la communication, (rupture des codes institutionnels pour créer l'événement, émotion primant la procédure, conflit pour visibilité). Leur rapport à l'institution oppose le "Parlement de la rue" au Palais Bourbon : horizontalité face à l'autorité, légitimité de base du mouvement social plutôt que procédure, action directe contre négociation.

Cette hybridation entre militantisme de rue et politique institutionnelle est-elle efficace pour peser sur les textes ? Sa disruption est-elle légitime démocratiquement ? Peut-on gouverner ainsi ou est-ce réservé à l'opposition ?

La tension vient d'importer des méthodes conçues contre les institutions dans leur sein même.

Chacun sera juge sur ce sujet.

L'AGIT-PROP : UNE GRAMMAIRE POLITIQUE QUI FUT AUSSI D'EXTRÊME GAUCHE

L'agit-prop (contraction du russe agitatsiya-propaganda) désigne, à l'origine, le Département d'agitation et de propagande créé en 1920 par le régime soviétique. Selon l'historien Romain Ducoulombier (ANR PAPRIK@2F, CNRS, 2014), sa logique repose sur deux piliers distincts : la propagande agit sur les esprits par la diffusion d'idées ; l'agitation joue sur les émotions des foules pour déclencher une mobilisation immédiate. Le terme s'est progressivement étendu à toute pratique politique combinant rupture avec les codes institutionnels et impact émotionnel prioritaire sur la délibération rationnelle.

01 Indissociabilité

L'acte militant EST la communication. Le message et l'action ne font qu'un — l'incident parlementaire devient l'outil de communication.

03 Mobilisation émotionnelle

Privilégier l'impact émotionnel sur la rationalité procédurale. L'objectif est la réaction, pas le vote.

02 Rupture institutionnelle

La rupture avec les codes institutionnels comme mode de création d'un « événement » médiatique. Qu'elle soit calculée ou spontanée, cette rupture produit une visibilité que le respect des procédures n'aurait pas générée.

04 Logique de confrontation

Une logique de confrontation qui, selon certains observateurs, suggère un rapport distancié aux institutions — davantage perçues comme un terrain d'expression que comme un cadre de délibération.

LES SANCTIONS PARLEMENTAIRES : ASSEMBLÉE NATIONALE

Député	Incident	Sanction
Thomas Portes	Tweet pied sur effigie du ministre Dussopt (débat retraites, fév. 2023)	15 jours + ½ indemnité 2 mois
Aurélien Saintoul	Traite Dussopt d'« imposteur et d'assassin » dans l'hémicycle	Suspension de séance
Sébastien Delogu	Brandit un drapeau palestinien dans l'hémicycle (mai 2024)	15 jours (maximum)
Antoine Léaument	Accusations de menaces physiques envers un député RN (fév. 2026)	1 mois d'indemnité
Multiples députés	Port du keffieh en violation du règlement vestimentaire	Rappels à l'ordre

Sources : Communiqués officiels du Bureau de l'Assemblée nationale, presidence.assemblee-nationale.fr ; Comptes rendus des séances publiques, assemblee-nationale.fr. Échelle des sanctions prévue par les articles 70–73 du Règlement de l'Assemblée nationale.

LA VIOLENCE DES RAPPORTS INTERNES ET L'ABSENCE DÉMOCRATIQUE.

L'absence de démocratie au sein de LFI n'est pas une opinion mais un constat

La coordination du mouvement, centrée sur la Coordination des Espaces de la France insoumise, est composée de 24 membres répartis entre différents pôles (programme, vie du mouvement, territoriale, etc.), présidée par Manuel Bompard comme coordinateur du mouvement. Cette coordination anime les grandes orientations, les campagnes et la gestion quotidienne, avec un rôle central de Jean-Luc Mélenchon dans la ligne stratégique et idéologique, sans fonction formelle de « président » au sens strict.

La désignation de cette direction ne passe pas par un vote des militants mais par un petit collège de cadres, ce qui a valu à LFI le reproche justifié d'être dirigée par un « petit groupe » verrouillé. On peut dire qu'il existe une direction sans mode de désignation ni démocratie interne.

La violence des purges est un marqueur

On retient la « purge » d'Alexis Corbière et de ses proches, Garrido, Simonnet, Davi et quelques autres députés, figures historiques de LFI (Autain, Ruffin) qui se montraient de plus en plus critiques sur la gestion interne, la ligne politique et le rôle de Mélenchon, y compris dans des crises comme celle d'Adrien Quatennens. Ils sont accusés d'« indiscipline » et de « loyauté douteuse » par la direction, notamment pour leurs critiques publiques et leur rapprochement avec le PCF ou d'autres forces de la gauche. À la veille des législatives de 2024, la commission électorale de LFI ne les réinvestit pas. Corbière accuse Mélenchon d'avoir « réglé ses comptes » et de décider seul, sans vote ni débat militant, ce qui renforce l'image d'une purge politique visant à éliminer les dissidences internes.

Avant eux, Charlotte Girard, François Cocq et d'autres avaient été poussés dehors.

Remarque, tous, ont un passé militant classique, ne sont pas nés (mis à part François Ruffin) dans le mouvement social.

LFI AU PARLEMENT EUROPÉEN : LE CHIFFRE QUI FRAPPE

40%

des sanctions au Parlement Européen
sont infligées à LFI

Pour moins de 1 % des sièges — échantillon réduit (5 cas sur 718) sièges

5 DÉPUTÉS SANCTIONNÉS SUR 718

Rima Hassan (LFI)

Blâme — Enregistrement d'un eurodéputé à son insu + diffusion

Leïla Chaïbi (LFI)

Gestes inappropriés + enregistrement pendant discours du Roi d'Espagne

Grzegorz Braun (ext. droite polonaise)

Actes perturbateurs

Diana Șoșoacă (ext. droite roumaine)

Comportement irrespectueux

Alvise Pérez (ext. droite espagnole)

Comportement irrespectueux

Port systématique du keffieh malgré les rappels à l'ordre de la présidente de séance, qui doit rituellement en demander le retrait avant chaque prise de parole. Participation à des manifestations en Jordanie avec présence de pancartes hostiles à Israël (sources journalistiques publiées).

Conclusion

UN OBJET POLITIQUE INÉDIT

LFI est-elle d'extrême gauche ?



SYNTHÈSE - UN MOUVEMENT D'EXTRÊME GAUCHE ?

LFI est-elle d'extrême gauche, et que serait « être d'extrême gauche » ?

Si l'extrême gauche désigne les courants politiques situés à la gauche des partis socialistes et communistes traditionnels, se caractérisant par un anticapitalisme affirmé, la volonté de transformer ou d'abolir les structures économiques et sociales dominantes, LFI ne l'est pas.

LFI ne prône pas une rupture radicale et immédiate avec le capitalisme au sens d'une suppression systématique du marché et de la propriété privée des moyens de production. LFI dénonce le capitalisme comme source de crises sociales, écologiques et démocratiques, et défend l'idée d'une « rupture » avec le système actuel, notamment via une 6^e République, une forte intervention de l'État et une relocalisation stratégique de pans de l'économie.

Si l'extrême gauche regroupe en général des courants

marxistes révolutionnaires, anarchistes, antifascistes, ainsi que certains courants féministes, écologistes ou LGBTQ+ qui rejettent le fonctionnement classique du système politique et veulent une société nettement plus égalitaire, avec des pratiques de désobéissance civique, tous ces courants sont de près ou de loin représentés dans LFI et ses groupes parlementaires.

Si l'extrême gauche ce sont des rapports internes opaques, et une absence de lisibilité démocratique, LFI est d'extrême gauche mais tant d'organisations sont opaques et non-démocratiques qu'une concordance ne suffit pas à être affirmatif.

D'où cette ambivalence constante dans l'appréciation juste à porter.

SYNTHÈSE - UN MOUVEMENT SUI GENERIS

LFI n'est pas d'extrême gauche en tant que mouvement, et ne le revendique pas. LFI dans sa pratique l'est-elle ? Les éléments analysés dans cette recherche, héritage organisationnel, évolutions discursives, pratiques parlementaires, profils des élus, rupture avec l'idéologie républicaine, suggèrent qu'une parenté, avec certaines traditions radicales françaises, mérite d'être posée comme hypothèse de travail sérieuse.

La préhension de LFI se situe probablement au-delà de nos représentations classiques nées de l'après-guerre. LFI est en train de construire une hybridation, où cohabitent la violence et la réflexion, l'agit-prop et le travail parlementaire, l'institut de formation et le spontanéisme. Si les analystes sont souvent désarmés devant cette nouvelle forme politique ; c'est que l'affirmation des

éléments programmatiques et politiques sont classiques, et l'attitude violente. Et il est difficile de commenter un fait programmatique, en faisant abstraction de la violence. D'où une exigence d'érudition plus forte pour pouvoir dialoguer.

D'où, nous l'espérons, l'intérêt de cette recherche.

LFI n'a que les codes qu'elle souhaite avoir, elle ne suit aucun modèle.

Cette pratique est très liée à la puissance du charisme politique hypnotique du chef.

Ceci survivra-t-il à Jean-Luc Mélenchon ?

Et si c'était en soi un premier élément de réponse, tant les mouvements d'extrême gauche n'ont jamais survécu à leur chef ?

CE QUE LES QUATRE CRITÈRES DONNENT À VOIR

01 **Généalogie**

Les sources disponibles permettent d'établir un lien entre LFI et la tradition lambertiste. Ces éléments invitent à considérer la possibilité d'une continuité culturelle, même si celle-ci ne saurait à elle seule définir l'identité d'un mouvement.

03 **Pratiques**

40 % des sanctions au Parlement européen pour moins de 1 % des élus. La street politics transposée dans les hémicycles n'est pas du folklore : c'est une grammaire politique alternative structurelle.

02 **Idéologie**

Plusieurs prises de position publiques s'écartent de la tradition universaliste de la gauche radicale française. L'introduction du vocabulaire décolonial et l'appropriation positive du concept de « grand remplacement » constituent des marqueurs discursifs que de nombreux observateurs jugent significatifs.

04 **Profils**

Le modèle d'investiture donnée au mouvement social produit une culture distincte de celle des partis institutionnels classiques. Il contribue à former un rapport singulier aux institutions.

Une tension structurelle documentée

Des méthodes conçues CONTRE les institutions sont importées dans ces mêmes institutions.

Cette tension est-elle vouée à se résoudre — par adaptation aux normes institutionnelles, ou par transformation de celles-ci — ou constitue-t-elle au contraire un trait durable de LFI ?



COMMUNICATION OFFICIELLE ET ÉLÉMENTS OBSERVÉS : QUELQUES MISES EN REGARD

	Ce que dit LFI	Éléments observés
Positionnement	Gauche, pas extrême gauche	Racines trotskystes documentées (OCI), entrisme au PS pendant 33 ans, alliance structurelle avec le POI après 2016
Méthodes	Révolution par les urnes	Agit-prop, 40 % des sanctions au Parlement européen pour moins de 1 % des sièges
Idéologie	Universalisme, le "peuple"	Introduction du vocabulaire des « racisés », créolisation comme projet institutionnel, appropriation positive du terme « grand remplacement »
Rapport à l'islam politique	Défense de la liberté religieuse	Évolution discursive documentée entre 2010 et 2019 (cf. chronologie) ; organisation partenaire dont les liens avec certains courants islamistes ont été signalés (CCIF)*
Rapport aux institutions	Participation démocratique	Répertoires d'action forgés dans une culture de contestation, exercés au sein des institutions occupées

*Source : [Décret du 2 décembre 2020 portant dissolution d'un groupement de fait – Légifrance](#)

UN MOUVEMENT SUI GENERIS

Ce qu'elle hérite

- Discipline lambertiste (POI)
- Agit-prop comme communication
- Anti-institutionnalisme de principe
- Radicalité des cadres militants

Ce qu'elle invente

- Entrisme inversé : les institutions comme terrain, pas les partis
- Mouvement sans adhérent·es (« insoumis·es »)
- Créolisation comme projet politique identitaire
- Fusion mouvement social → élus directs (sans sas)

ANNEXE

LES DÉPUTÉS FRANÇAIS LFI



LES DÉPUTÉS LFI – NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Député	Circonscription	Fonction précédente	Engagement associatif	Thématiques de prédilection
Nadège Abomangoli	Seine-Saint-Denis (93-5)	Communication interne, Mairie de Paris	SOS Racisme	Antracisme, discriminations, féminisme
Carlos Martens Bilongo	Val-d'Oise (95-2)	Professeur & coach sportif	Triangle de Gonesse	Antracisme, politique étrangère
Gabrielle Cathala	Hérault (34-4)	Secrétaire générale de groupe parlementaire	ACTED	Antracisme, politique étrangère
Danièle Obono	Paris (75-17)	Bibliothécaire	Courant Convergences & alternative	Antracisme, féminisme, politique étrangère
Farida Amrani	Essonne (91-6)	Cadre de la fonction publique	CGT	Politique étrangère, emploi
Sophia Chikirou	Paris (75-17)	Chef d'entreprise / Consultante	—	Politique étrangère, logement
Bastien Lachaud	Seine-Saint-Denis (93-4)	Professeur d'histoire-géographie	—	Défense, politique étrangère
Abdelkader Lahmar	Rhône (69-10)	Professeur d'économie-gestion	Association Canuts Solidarité / Mouvement d'initiative vaudais	Défense, politique étrangère
Emmanuel Fernandes	Bas-Rhin (67-3)	Profession intermédiaire administrative	—	Défense
Arnaud Le Gall	Bas-Rhin (67-5)	Collaborateur parlementaire	—	Relations internationales, Europe, géopolitique
Nathalie Ozol	Hérault (34-3)	Professeur	—	Politique étrangère
Mathilde Panot	Val-de-Marne (94-1)	Coordinatrice de projets associatifs	ATD Quart Monde / VoisinMalin	Politique étrangère, solidarité internationale
Thomas Portes	Seine-Saint-Denis (93-8)	Cheminot	Secrétaire du syndicat UFCM-CGT	Politique étrangère, sécurité
Arnaud Saint-Martin	Seine-et-Marne (77-5)	Professeur / Chercheur en sociologie	—	Défense, numérique, enseignement
Aurélien Saintoul	Haute-Garonne (31-6)	Cadre de la fonction publique	—	Défense, industrie
Aurélien Taché	Val-d'Oise (95-6)	Fonctionnaire	—	Politique étrangère, justice
Raphaël Arnault	Vienne (86-1)	Assistant d'éducation	Jeune Garde antifasciste / Attac	Antifascisme, politique étrangère



LES DÉPUTÉS LFI – NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Député	Circonscription	Fonction précédente	Engagement associatif	Thématiques de prédilection
Adir Boumertit	Rhône (69-8)	Employé administratif d'entreprise	—	Logement, urbanisme, écologie
Béranger Cemon	Seine-et-Marne (77-6)	Employé SNCF	CGT puis secrétaire de CHSCT	Logement, transport, environnement
Sébastien Delogu	Bouches-du-Rhône (13-10)	Sans profession	CNL / Porte-parole grève des taxis contre Uber	Logement, mouvements sociaux
François Piquemal	Haute-Garonne (31-3)	Enseignant	Porte-parole Association Droit au Logement	Logement, pouvoir d'achat
Christophe Bex	Haute-Garonne (31-5)	Retraité	Délégué syndical FSU & SUD Education	Agriculture, services publics
Pierre-Yves Cadalen	Finistère (29-1)	Professeur	Union nationale des étudiantes de France	Environnement
Sylvain Carrière	Hérault (34-5)	Employé de commerce	Lutte contre le contrat première embauche	Environnement, pauvreté
Alma Dufour	Seine-Maritime (76-4)	Responsable associative	Amis de la Terre, Alternatiba/ANV-COP21	Environnement, politique étrangère
Karen Erodi	Tarn (81-2)	Profession libérale (kiné)	—	Agriculture, santé
Mathilde Hignet	Ille-et-Vilaine (35-4)	Ouvrière agricole	Mouvement rural de jeunesse chrétienne	Agriculture paysanne, ruralité, alimentation durable
Manon Meunier	Haute-Vienne (87-1)	Cadre de la fonction publique	Association naturaliste	Agriculture, biodiversité, souveraineté alimentaire
Loïc Prud'homme	Gironde (33-4)	Fonctionnaire	—	Agriculture, alimentation, santé environnementale
Ersilia Soudais	Seine-et-Marne (77-3)	Professeur	—	Environnement, féminisme
Murielle Lepvraud	Côtes-d'Armor (22-4)	Secrétaire	Anticor	Environnement, santé
Anne Stambach-Terrenoir	Haute-Garonne (31-4)	Professeure de piano	L214 (droits des animaux)	Droits des animaux, bien-être animal, environnement
Aymeric Caron	Paris (75-18)	Professeur / Journaliste	Antispéciste – Fédération des luttes contre l'abolition des corridas	Droits des animaux, liberté d'expression



LES DÉPUTÉS LFI – NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Député	Circonscription	Fonction précédente	Engagement associatif	Thématiques de prédilection
Éric Coquerel	Seine-Saint-Denis (93-1)	Chef d'entreprise	Ligue communiste révolutionnaire / MARS	Économie, fiscalité, budget, contrôle financier
Manuel Bompard	Bouches-du-Rhône (13-4)	Ingénieur	—	Finances publiques, écologie
Mathilde Feld	Moselle (57-4)	Cadre de la fondation publique	—	Budget
Sylvie Ferrer	Hauts-Pyrénées (65-1)	Agent de maintenance en aéronautique	Attac	Budget, environnement
David Guiraud	Nord (59-2)	Responsable de communication LFI	—	Budget
Aurélien Le Coq	Gironde (33-2)	Salarié LFI	Solidaires étudiant-e-s	Budget
Jérôme Legavre	Seine-Saint-Denis (93-9)	Employé administratif / Professeur de français	FNEC FP-FO	Budget
Antoine Léaument	Essonne (91-4)	Responsable communication numérique LFI	—	Budget, démocratie
Claire Lejeune	Haut-Garonne (31-2)	Doctorante FNSP	Associations d'aide aux exilés	Budget, logement
Marianne Maximi	Puy-de-Dôme (63-2)	Assistante socio-éducative	UNEF	Budget, protection de l'enfance
Damien Mauzet	Haut-Vienne (87-2)	Collaborateur parlementaire	Animafac (réseau associatif étudiant)	Budget, santé
René Pilato	Ariège (09-1)	Enseignant	—	Budget, fin de vie
Matthias Tavel	Loire-Atlantique (44-7)	Cadre de la fondation publique	—	Budget
Clémence Guetté	Val-de-Marne (94-4)	Secrétaire générale du groupe parlementaire LFI	UNEF / Mouvement pour la Vie Républicaine	Budget, sécurité sociale
Aly Diouara	Paris (75-11)	Cadre de la fondation publique	Association ASAD, amicale des locaux, ONG Go Gambia	Outre-mer, éducation, politique étrangère
Perceval Gaillard	La Réunion (974-4)	Éducateur de rue	—	Outre-mer (La Réunion), pauvreté
Jean-Philippe Nior	Martinique (972-3)	Collaborateur parlementaire	Mouvement indépendantiste martiniquais	Outre-mer (Martinique), indépendantisme, identités ultramarines
Sandrine Noubé	Gironde (33-3)	Employée administrative d'entreprise	—	Outre-mer, logement, pauvreté
Jean-Hugues Ratenon	La Réunion (974-5)	Employé	Agir pour tout / Alliance des Réunionnais contre la pauvreté	Outre-mer (La Réunion), pouvoir d'achat



LES DÉPUTÉS LFI – NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Député	Circonscription	Fonction précédente	Engagement associatif	Thématique de prédilection
Rodrigo Arenas	Hauts-de-Seine (92-4)	Cadre de la fonction publique	Fédération des conseils de parents d'élèves	Éducation, parentalité, laïcité
Zahia Hamdane	Somme (80-3)	Directrice pôle enfance (ADS EAM)	—	Protection de l'enfance, action sociale, services publics
Sarah Legrain	Paris (75-15)	Professeure agrégée de Lettres Modernes	Association Autremonde	Éducation, féminisme
Marie Mesmeur	Finistère (29-3)	Doctorante	L'Union étudiante / syndicat étudiant UBO	Éducation, protection de l'enfance
Paul Vannier	Val-d'Oise (95-5)	Professeur d'histoire-géographie	—	Éducation, protection de l'enfance
Ugo Bernacilis	Val-d'Oise (95-3)	Fonctionnaire de catégorie A	CGT-CROUS	Justice, sécurité
Jean-François Coulomme	Savoie (73-2)	Ingénieur commercial	—	Justice sociale, environnement
Andrée Taurinya	Ariège (09-2)	Professeur	—	Justice, féminisme
Aurélie Trouvé	Seine-Saint-Denis (93-6)	Cadre de la fonction publique / Ingénieure	Co-présidente d'Attac	Justice fiscale, financement
Ségolène Amiot	Loire-Atlantique (44-3)	Employée administrative d'entreprise	Vice-présidente du centre LGBT de Nantes	Droits LGBT+, santé, services publics
Andy Kerbrat	Loire-Atlantique (44-2)	Chargé d'assistance technique automobile	CGT / militant LGBT	Droits LGBT+, travail, jeunesse, santé mentale
Laurent Alexandre	Drôme (26-1)	Ouvrier industriel	CGT	Industrie, commerces, agriculture
Gabriel Amard	Rhône (69-14)	Cadre administratif & commercial d'entreprise	Pour la République sociale	Services publics, eau
Anaïs Belouassa-Cherifi	Seine-Saint-Denis (93-7)	Cadre administratif et commercial d'entreprise	Union nationale des étudiants de France	Pauvreté, politiques sociales, féminisme
Hadrien Clouet	Haute-Garonne (31-1)	Sociologue	UNEF & CGT	Protection sociale, travail, allocations chômage
Maxime Laisney	Seine-et-Marne (77-2)	Professeur des écoles	Coopérative citoyenne (éducation populaire)	Énergie, pouvoir d'achat
Élise Leboucher	Sarthe (72-2)	Éducatrice spécialisée	CGT / Secours Populaire	Santé, féminisme
Élisa Martin	Isère (38-2)	Présidente d'Actis (bailleur social)	—	Migrations, conditions carcérales



REVUE POLITIQUE
ET PARLEMENTAIRE

 | REPUTATION AGE



LABORATOIRE DE
COMMUNICATION
POLITIQUE

L'étude a été réalisée par Quentin Capelle, Karl Gateau, Emeline Pineau, Hamza Benmira de Reputation Age pour le Laboratoire de Communication Politique.